



le détournement de fonds publics. L'instance, qui propose ses conseils à des prix compétitifs, organise aussi des stages de formation gratuits. Elle est entrée en activité il y a un an. Des pays comme la Tanzanie, l'Ouganda, le Niger, le Burkina et le Rwanda ont déjà fait appel à son expertise lors de la négociation de contrats complexes concernant des accords passés avec la Chine, l'Inde ou le Brésil, dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'énergie ou des mines.

**INTRANSIGEANT.** Pour Kaberuka, seuls des contrats mieux élaborés permettront à l'Afrique de mieux gérer l'attrait de ses partenaires pour ses ressources. « Cela ne peut pas être comme en Sierra Leone où, dans le passé, les investisseurs venaient et partaient, laissant derrière eux un gros trou dans la terre. » Le patron de la BAD est tout aussi intransigent envers les leaders africains, qui doivent garantir la stabilité économique de leur pays. « Récemment, j'ai vu trop de gouvernements annuler des contrats signés par leur prédécesseurs. Cela tue la confiance des investisseurs. »

**« Il faut préserver la confiance des investisseurs. »**

Mais pour commencer, précise-t-il, il faut assurer une meilleure gouvernance et encourager l'intégration des marchés africains, pour que chacun puisse profiter de la diversité du continent et de ses économies d'échelle. L'Afrique doit connaître une intégration régionale pour être capable de mieux négocier avec ses partenaires et faire décoller son économie. « Si vous additionnez les réserves de devises étrangères des pays africains, elles sont plus importantes que celles de l'Inde! » La nature de la croissance et la redistribution des richesses qu'elle engendre sont essentielles, insiste-t-il. L'intégration sociale n'est pas un luxe, c'est une condition nécessaire au développement. ●

**NICHOLAS NORBROOK** et **PATRICK SMITH**, *The Africa Report*

Le pays a réussi à garantir la stabilité sous le mandat du président Fernando Henrique Cardoso, et Luiz Inácio « Lula » da Silva a encouragé l'intégration sociale et une meilleure répartition des richesses. « Lula a mis en place des filets de sécurité sociaux. N'importe quel pays aux revenus moyens qui ne garantit pas l'intégration sociale se retrouve piégé. Les problèmes surgissent quand certains groupes de la société vont de l'avant et que d'autres se retrouvent abandonnés derrière. »

La clé pour tirer profit au mieux des accords avec les pays émergents, explique Kaberuka, c'est de s'assurer que les contrats concernant l'exploitation des ressources ont été mis au point par des professionnels hors pair. Il faut aussi que les États s'assurent que ces contrats sont respectés et mis en application. La BAD a ainsi lancé la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF), une instance indépendante dont l'objectif est d'aider les pays lors de la négociation des contrats et de combattre

▲ **POUR L'ANCIEN MINISTRE RWANDAIS DES FINANCES, il est nécessaire d'encourager l'intégration des marchés africains.**

VINCENT FOURRIER/I.A.